



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 25/03/2025

N°299

Signature du deuxième contrat stratégique de filière « Industries de sécurité »

François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Marc Ferracci, ministre chargé de l'Industrie et de l'Énergie, Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique, le président du comité stratégique de filière Marc Darmon et la CFDT, organisation syndicale représentative, ont signé ce jour le deuxième contrat stratégique de la filière (CSF) « Industries de sécurité » en présence du secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale adjoint, le général de corps aérien Cédric Gaudillière.

Les industries de sécurité jouent un rôle essentiel dans la protection de l'État, des citoyens et des entreprises. Filière d'excellence avec un taux de croissance de 7 % et un chiffre d'affaires de 36,6 Md€ en 2023, elle regroupe des entreprises leader dans leur domaine au niveau international et un tissu dense d'ETI, de PME, de TPE et de start-up très innovantes, qu'il convient de soutenir dans leur croissance et leur développement.

Après une concertation sur plusieurs mois menée par la Direction générale des Entreprises (DGE) à travers le Conseil national de l'industrie (CNI) qui a mobilisé plus d'une centaine d'acteurs, la filière a construit son nouveau contrat autour notamment des axes suivants :

- **Renforcer le dialogue entre l'offre et la demande** en élaborant des offres coconstruites en particulier sur 7 marchés cibles : les forces de sécurité intérieure, les innovations d'usage pour les acteurs du continuum de sécurité, les collectivités territoriales, les grands événements, les utilisateurs de l'identité numérique, les PME (pour leur besoin en sécurité) et les entités critiques pour les besoins de résilience. Sur l'ensemble de ces marchés, les industriels s'engagent à construire une offre adaptée en veillant à toutes les étapes de la conception, à la prise en compte des besoins des utilisateurs ;
- **Renforcer l'action en faveur des PME qui représentent 39 % de la filière.** Le nouveau contrat vise notamment à favoriser la création d'un fonds d'investissement pour assurer la phase « capital développement » de PME/ETI à fort potentiel de la filière. Les grands industriels s'engagent également à renforcer les partenariats entre entreprises de la filière de différentes tailles ;
- **Renforcer le lien avec la recherche** afin d'anticiper au mieux les innovations, notamment en intégrant davantage les sujets de prospective et d'identification des technologies de rupture au sein du CSF. Ce travail d'anticipation fait l'objet d'un projet structurant du nouveau contrat. Des organismes de recherche et pôles de compétitivité seront par ailleurs mobilisés ;

- **Utiliser les évolutions du cadre réglementaire comme des opportunités.** La mise en œuvre de la directive sur la résilience des entités critiques (REC) et de la seconde directive sur la sécurité des réseaux et de l'information (NIS 2) sera mise à profit pour prospecter de nouveaux marchés.

Le CSF se donne pour objectifs ambitieux d'ici à 3 ans :

- D'augmenter le nombre d'ETI de la filière « industries de sécurité » ;
- De faire émerger 5 à 10 nouveaux champions industriels français de la sécurité dans le monde ;
- De faire progresser le chiffre d'affaires, le chiffre d'affaires et la part de marché à l'export et la part de marché de la filière française dans les achats de commande publique et des grands utilisateurs.

La filière a depuis 2023 bien entamé ses travaux pour se donner les moyens d'atteindre ces objectifs ambitieux.

Pour rappel :

La filière « industrie de sécurité » française s'est structurée depuis 2018 sous la forme d'un Comité stratégique de filière (CSF), sous l'égide du Conseil National de l'industrie (CNI). Elle réunit l'ensemble des acteurs à même de répondre aux enjeux de sécurité suivants :

- la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité ;
- la sécurité du quotidien et secours aux personnes ;
- la protection des infrastructures et des réseaux (dimensions physique et cyber) ;
- la gestion de la crise quelle que soit son origine (naturelle, technologique, malveillante), à l'échelle nationale et à l'échelle territoriale ;
- la protection des frontières de l'Union européenne ;
- la cybersécurité.

Elle regroupe ainsi la sécurité physique, la sécurité électronique et ainsi que la cybersécurité et est constitué d'un tissu d'entreprises alliant groupes d'envergure mondiale, ETI, PME et start-up.

[Lien vers le contrat de filière sur le site du CNI](#)

Pour François-Noël Buffet « *De la même manière que nous devons soutenir notre base industrielle et technologique de défense pour qu'elle libère son immense potentiel productif au service de nos armées, nous devons participer au renforcement et à la compétitivité de notre base industrielle et technologique de sécurité. Les deux doivent faire l'objet d'une même attention car elles poursuivent chacune une même ambition : donner à la France les moyens souverains de son action, lui permettre de ne dépendre de personne. Car si la filière française de sécurité est riche de son dynamisme et de sa diversité, sa fragmentation constitue un obstacle à son industrialisation et, aussi, à sa pérennité. Dans le contexte géopolitique et sécuritaire actuel et à venir, c'est un risque que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre. L'Etat sera là pour accompagner la filière des industries de sécurité, pour lever les entraves, chaque fois que cela sera possible.* »

Pour Marc Ferracci « *Dans un contexte économique marqué par des tensions commerciales et une compétition internationale accrue, la filière des industries de sécurité est un atout majeur, avec ses grands*

groupes leaders mondiaux, ses PME et ETI innovantes, son tissu d'emploi dynamique ainsi que ses laboratoires de recherche de premier plan. Je sais pouvoir compter sur la filière pour renforcer sa culture des partenariats stratégiques et augmenter la résilience de notre tissu industriel. C'est unie que notre industrie européenne sera plus forte et résiliente. »

Pour Clara Chappaz « *Il est toujours important de se rappeler que la France est une terre d'industrie et que son industrie numérique est dynamique. Les raisons qui justifient la place importante de cette filière des industries de sécurité sont nombreuses : les besoins pour le renforcement de la résilience et la sécurité de notre Nation, l'urgence écologique et la nécessité que le recours à l'économie circulaire pour les équipements numériques se fasse sans créer de faille de sécurité, l'accès au plus grand nombre et de façon sécurisée aux services publics en ligne ou encore les enjeux de protection des mineurs dans l'espace numérique. A l'heure où la France met en place un plan d'action pour renforcer significativement la résilience de ses infrastructures critiques et sa cybersécurité, j'espère pouvoir compter sur cette filière dynamique et innovante pour tous ces défis. »*

Contacts presse :

Cabinet de François-Noël Buffet : 01 40 07 21 76 - Sec.PRESSECABMINBUFFET@interieur.gouv.fr

Cabinet de Marc Ferracci : 01 53 18 46 19 / 01 53 18 43 57 – presse@cabinets.industrie.gouv.fr

Cabinet de Clara Chappaz : 01 53 18 43 42 - presse@numerique.gouv.fr

Direction générale des Entreprises : 01 44 97 04 49 – presse.dge@finances.gouv.fr